

Les lettres d'actualité - États-Unis

Washington Wall Street Watch

#2019-06

Par Mehdi Ezzaim, Alexis Ladasic et Galina Natchev

Le 7 février 2019

SOMMAIRE

CONJONCTURE

- *Le marché du travail a connu une nouvelle embellie en janvier, en dépit du shutdown*

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

- *D'avantage que la politique économique, le débat sur l'immigration a été au cœur du discours sur l'état de l'Union*
- *Après plusieurs mois de critiques virulentes, D. Trump a rencontré le président de la Fed*
- *Deux parlementaires Démocrates présentent leur projet de Green New Deal*

REGULATION FINANCIERE

- *BB&T et SunTrust annoncent leur volonté de fusionner d'ici fin 2019*
- *Le sénateur Mike Crapo propose de réformer le marché immobilier*
- *La Fed publie les hypothèses des tests de résistance pour 2019*

BREVES

CONJONCTURE

Le marché du travail a connu une nouvelle embellie en janvier, en dépit du shutdown

Le [rapport](#) mensuel sur la situation de l'emploi publié par le *Bureau of Labor Statistics* fait état de 304 000 créations de postes au mois de janvier (après +222 000, chiffre révisé à la baisse de 70 000). Le taux de chômage progresse de nouveau, à 4,0 % (+0,1 point). Ce rebond s'explique toutefois par une nouvelle hausse du taux d'activité qui atteint, à 63,2 % (+0,1 point), son plus haut niveau

depuis septembre 2013 grâce au retour sur le marché du travail de personnes auparavant découragées. Les salaires progressent de 0,1 % en janvier (après +0,4 %) et le rythme de progression sur douze mois se maintient à 3,2 %.

L'impact du *shutdown* qui s'est étendu sur la majorité du mois de janvier se matérialise à travers une augmentation de 490 000 personnes travaillant à temps partiel subi.

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Davantage que la politique économique, le débat autour du budget de la sécurité intérieure a été au cœur du discours sur l'état de l'Union

À l'instar de la précédente édition, la politique économique a été relativement absente du [discours](#) sur l'état de l'Union.

Donald Trump s'est félicité de l'action économique de son administration (réforme fiscale, allègement de la réglementation, affaiblissement du dispositif Obamacare) en s'en attribuant les retombées économiques : taux de croissance deux fois plus élevé en 2018 qu'en 2016, taux de chômage quasiment au plus bas depuis 50 ans, baisse sensible du nombre de bénéficiaires des coupons alimentaires, etc.

Le président n'a pas livré de détails sur son plan pour les infrastructures et s'est contenté d'appeler à une action bipartite pour réinvestir dans des infrastructures « tombant en ruine » et développer les industries de pointe du futur.

D. Trump a réaffirmé ses demandes en matière de lutte contre l'immigration illégale, consacrant près de 15 minutes à cette thématique. Dans un ton faisant écho à ses déclarations au cours et au terme du *shutdown* de 35 jours, il a dénoncé la menace sécuritaire et économique que représenterait l'immigration illégale, associée selon lui à de nombreuses activités criminelles. Il a ainsi enjoint le Congrès à trouver une solution à la « question morale » (*moral issue*) de l'immigration illégale en augmentant le budget de la Sécurité intérieure. Au sujet du mur à la frontière avec le Mexique, le président a indiqué qu'il fera en sorte qu'il soit construit (« *I will get it built* »). Le président a ainsi tenté de peser sur les discussions actuellement en cours au Congrès.

Par ailleurs, D. Trump a vanté le nouvel accord de libre-échange avec le Canada et le Mexique et réaffirmé une position ferme vis-à-vis de la Chine dans le cadre des négociations entre les deux pays.

Après plusieurs mois de critiques virulentes, D. Trump a rencontré le président de la Fed

La Fed a annoncé dans un [communiqué](#) que Jay Powell et Richard Clarida, respectivement président et vice-président de la banque centrale, ont

rencontré Donald Trump et le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin au cours d'un dîner informel à la Maison blanche le 4 février. Selon ce même communiqué, J. Powell a mis à profit ce dîner pour réaffirmer l'indépendance de la Fed vis-à-vis du pouvoir politique et la prudence en matière de gestion des taux d'intérêt.

Cette rencontre, un an après la prise de fonction de Jay Powell à la tête de la Fed, intervient après une vague de critiques du président Trump à l'encontre de la politique monétaire, qu'il accuse de freiner l'économie américaine et d'être à l'origine de tensions sur les marchés.

Deux parlementaires Démocrates détaillent le projet de Green New Deal

Le sénateur du Massachusetts Ed Markey et la représentante de l'État de New York Alexandria Ocasio-Cortez ont présenté les idées-forces du projet de *Green New Deal* évoqué par cette dernière au cours des dernières semaines.

Cinq objectifs principaux sont poursuivis : (i) atteindre la neutralité carbone sur un période de dix ans, (ii) favoriser la création « d'emplois bien rémunérés », (iii) investir dans les infrastructures, (iv) garantir la sécurité environnementale, sanitaire et alimentaire des Américains, et enfin (v) promouvoir une plus grande justice sociale en faveur de l'ensemble des catégories de la population (minorités ethniques, sexuelles, personnes âgées, etc.).

Pour ce faire, les deux parlementaires proposent un vaste [ensemble](#) de mesures qui comprend notamment une rénovation de tous les bâtiments afin de renforcer leur efficacité énergétique, une transition vers une agriculture la plus écologique possible, le soutien aux transports propres et/ou collectifs, un système de soins public et une garantie d'emplois.

Ce *Green New Deal* prend la forme d'une [résolution](#), c'est-à-dire un texte actant des intentions du Congrès (ou d'une de ses chambres), sans valeur prescriptive. Les parlementaires ont indiqué que chaque proposition fera l'objet d'un texte de loi spécifique. Ce projet a reçu le soutien de plusieurs candidats Démocrates à l'élection présidentielle de 2020, dont C. Booker, E. Warren et K. Gillibrand.

REGULATION FINANCIERE

BB&T et SunTrust annoncent leur volonté de fusionner d'ici fin 2019

Le 7 février, les banques régionales BB&T et SunTrust ont [annoncé](#) leur volonté de fusionner d'ici le dernier trimestre 2019. En cas d'approbation par le régulateur, cette transaction, évaluée à 66 Md USD, créerait d'après le communiqué la 6^e plus grande banque présente aux États-Unis en termes d'actifs. Il s'agirait par ailleurs de la première grande fusion au sein du secteur bancaire depuis celles qui avaient résulté de la crise de 2008.

L'entité créée, dénommée temporairement « *The Premier Financial Institution* », représenterait ainsi 442 Md USD d'actifs consolidés, 301 Md USD de prêts et 324 Md USD de dépôts. L'accord prévoit que les actionnaires de BB&T représentent 57 % de la nouvelle entité les 43 % restants étant constitués des actionnaires de SunTrust.

Les banques BB&T et SunTrust représentent aujourd'hui respectivement 223 Md USD et 212 Md USD d'actifs, ce qui les classe d'après le *Federal Financial Institutions Examination Council's* (FFIEC) en tant que 16^e et 17^e plus grandes banques en termes d'actifs aux États-Unis.

Le sénateur Mike Crapo propose de réformer le marché immobilier

Dans un document synthétique de trois pages [publié](#) le 1^{er} février, le sénateur républicain et président du comité bancaire du Sénat Mike Crapo a mis en avant les principaux objectifs de la réforme du marché immobilier qu'il compte défendre au cours de l'année 2019. La proposition s'attache notamment à arrêter la mise sous tutelle (*conservatorship*) des entreprises parapubliques (*government-sponsored enterprises* ou GSE), Fannie Mae et Freddie Mac, et à modifier la structure du régulateur des GSE, la *Federal Housing Finance Agency* (FHFA), en imposant une commission bipartisane.

M. Crapo a par ailleurs [présenté](#) ses priorités pour le comité bancaire du Sénat pour la 116^e législature. Outre le marché immobilier, le sénateur de l'Idaho a notamment cité le passage de la loi JOBS 3.0, déjà votée par la Chambre des Représentants, qui faciliterait l'accès au capital pour les plus petites entreprises, la cyber-sécurité et les standards en matière de collection des données et enfin le secteur des FinTechs.

La Fed publie les hypothèses des tests de résistance pour 2019

Le 5 février, la Fed a [publié](#) les scénarios que devront retenir les entités bancaires ayant des actifs consolidés supérieurs à 250 Md USD dans le cadre des tests de résistance (*stress tests*) pour l'année 2019. Parmi les trois scénarios retenus (de base, adverse et sévèrement adverse), le plus conservateur retient l'hypothèse d'une augmentation de 6 points de pourcentage du taux de chômage aux États-Unis. Le vice-président de la Fed chargé de la régulation, R. Quarles, a indiqué qu'il s'agissait à ce jour d'un scénario historique comprenant la « *plus grande variation du taux de chômage* ».

R. Quarles s'est par ailleurs [exprimé](#) le 6 février concernant l'utilité de la récente proposition de règle publiée par la Fed qui allégerait les exigences des tests de résistance pour les établissements bancaires ayant entre 100 et 250 Md USD d'actifs consolidés, qui n'auront cette année aucun test de résistance en application de la loi *Economic Growth, Regulatory Relief, and Consumer Protection* (EGRRC). À cette occasion, il a défendu un cadre qui assurerait que les tests de résistance restent utiles sur le long terme (« *Improvements like these are necessary to ensure our supervisory framework evolves from its post-crisis origins to an effective steady state* »).

BREVES

➤ Larry Kudlow, président du *National Economic Council* – organe de la Maison Blanche chargé de conseiller le président en matière de politique économique –, a confirmé que la candidature d'Herman Cain était étudiée pour un des deux sièges vacants de gouverneur de la Fed. Herman

Cain a été président du conseil d'administration de la Fed de Kansas City entre 1995 et 1996 et a candidat à l'investiture du parti Républicain lors des élections présidentielles de 2000, 2004 et 2012. Cette nomination a surpris les observateurs, H. Cain s'étant à plusieurs reprises

prononcé en faveur d'une politique monétaire plus agressive de la Fed.

- La proposition de budget de la Maison blanche, qui doit théoriquement être présentée le premier lundi de février, ne devrait pas être publiée avant le 11 mars, selon plusieurs articles de presse citant des membres de l'*Office of Management and Budget*. Le retard pris par la Maison blanche devrait se répercuter sur l'ensemble de la procédure budgétaire et pourrait conduire le Congrès à ne pas pouvoir adopter le budget 2020 avant le début de l'année fiscale, le 1^{er} octobre.
 - Le Bureau de la protection financière des consommateurs (CFPB) a publié le 6 février une [révision](#) très attendue de sa réglementation concernant les pratiques frauduleuses des prêteurs sur salaire (*payday lenders*). Plus particulièrement, la proposition vise à retirer les conditions liées à la capacité de remboursement de l'emprunteur (« *ability to repay* ») qui avaient été introduites dans la règle précédente, publiée en octobre 2017. Maxine Waters, nouvelle présidente démocrate du Comité des services financiers de la Chambre, ainsi que la sénatrice Elizabeth Warren (D-Mass.) ont envoyé le jour même des courriers à la nouvelle directrice du CFPB, Kathy Kraninger, pour demander l'annulation de la proposition.
 - Le *Bureau of Economic Analysis* a [annoncé](#) que les résultats du PIB du 4^{ème} trimestre 2018 seront publiés le 28 février. Ce rapport se substituera
- aux deux premières estimations, qui sont normalement publiées 30 et 60 jours après la fin du trimestre.
 - Donald Trump a indiqué au cours d'un entretien avec des journalistes de presse régionale qu'il envisageait de demander la suppression du plafonnement de la déductibilité des impôts locaux dans le calcul de l'impôt fédéral sur le revenu. Cette disposition, introduite comme mesure de rendement dans la réforme fiscale de 2017, pénalise fortement les États à fiscalité élevée (Californie, New York, New Jersey). Elle est également accusée d'être à l'origine de départs de contribuables fortunés vers des États à la fiscalité avantageuse, en particulier la Floride.
 - Le 6 février, le président Trump a officiellement [nommé](#) David Malpass, actuellement sous-secrétaire des affaires internationales au Trésor, comme candidat américain à la tête de la Banque mondiale.
 - Donald Trump a [annoncé](#) le 1^{er} février qu'il avait l'intention de nommer Todd Harper, ancien responsable du bureau des affaires publiques de la NCUA, au poste réservé à un Démocrate au conseil d'administration de la *National Credit Union Administration* (NCUA). Pour rappel, la nomination du Républicain Rodney Hood est également en attente de confirmation par le Sénat.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des États-Unis.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la Direction Générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie.

Éditeur :

Service Économique Régional des États-Unis
Ambassade de France aux États-Unis
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007
1700 Broadway, 30th fl, New York, NY 10019
88 Kearny Street, Suite 600, San Francisco, CA 94108
777, Poat Oak Blvd, Suite 600, Houston, TX 77056
www.frenchtreasuryntheus.org

Directeur de la publication : Renaud Lassus

Revu par : May Gicquel

Abonnement/Désabonnement : afws@dgtrésor.gouv.fr